

L'ignoble Macron lance un ballon d'essai en vue de la légalisation du cannabis !

écrit par Antiislam | 20 juin 2019



Le Conseil d'analyse économique, qui dépend du Premier ministre, recommande la légalisation du cannabis

Dans son rapport, le conseil estime que la légalisation du cannabis permettrait de rapporter jusqu'à 2,8 milliards de dollars de recettes fiscales par an.

Faut-il légaliser la consommation et le commerce de cannabis en France ?

Pour le Conseil d'analyse économique, organisme qui dépend directement du Premier ministre, la réponse est oui.

Il publie jeudi 20 juin un rapport sur le sujet et met en avant plusieurs arguments.

D'abord, légaliser le cannabis serait bénéfique pour les caisses de l'État selon les projections ou estimations basées sur ce qui a pu se passer en Uruguay ou dans les États américains ayant autorisé l'usage du cannabis à titre récréatif.

Les auteurs du rapport évoquent jusqu'à 2,8 milliards d'euros de recettes fiscales annuelles en cas de légalisation et de création d'une véritable "*filière cannabis*" en France, c'est-à-dire la culture et la commercialisation contrôlées par l'État..

Le gramme de cannabis serait vendu autour de 9 euros, selon une simulation et une telle filière pourrait en outre représenter jusqu'à 80 000 emplois.

L'une des recommandations du rapport est donc clairement d'instaurer un monopole public sur la production et la distribution du cannabis "*récréatif*" et de se doter d'une autorité administrative indépendante pour en assurer la gestion.

En clair: l'État octroierait des licences à des producteurs et à des vendeurs qui ne vendraient que du cannabis, comme c'est le cas aujourd'hui par exemple avec les bureaux de tabac.

Les forces de l'ordre consacrent plus d'un million d'heures annuelles à la lutte contre le cannabis

Deuxième effet spectaculaire de la légalisation selon ce rapport : une économie pour l'État qui pourrait atteindre 919 millions d'euros par an. Cela correspond à ce que les auteurs qualifient de "*coût social*" du cannabis.

En majorité les dépenses liées aux actions policières ou judiciaires sachant que la lutte contre le cannabis représente plus d'un million d'heures de travail annuelles pour les forces de l'ordre.

Elles se retrouvent affectées à cette tâche au détriment d'autres missions de maintien de la loi.

Le rapport évoque ainsi une multiplication par 50 du nombre d'interpellations pour simple usage de cannabis entre 1970 et aujourd'hui, qui n'a nullement enrayé la progression de la consommation.

En se basant sur des enquêtes de terrain, les auteurs estiment que 200 000 personnes travaillent aujourd'hui occasionnellement ou à temps plein pour une organisation de revente de cannabis en France, notamment dans certains quartiers sensibles.

Parmi elles, beaucoup de "*petites mains*" du trafic : coupeurs, guetteurs et nourrices rémunérées à peine plus que le SMIC.

D'où la recommandation du rapport qu'une partie des recettes fiscales générées par la légalisation soient affectées à la politique de la ville.

Le rapport du Conseil d'analyse économique en intégralité

https://www.francetvinfo.fr/sante/droque-addictions/cannabis/le-conseil-d-analyse-economique-qui-depend-du-premier-ministre-recommande-la-legalisation-du-cannabis_3497777.html

On se demande où est le record du cynisme : au "Gouvernement", chez les auteurs du rapport, chez "France-Info" qui jubile ?

Cette drogue, dont la principale origine sont les cités de l'islam, détruit la vie de milliers de jeunes Français.

Le vrai problème est que la répression est absente dans les faits, contrairement à ce qui est affirmé.

Les vendeurs ne sont pas punis à la hauteur de leur crime; d'ailleurs certains maires n'avouent-ils pas que les milliards engendrés par le trafic permettent de faire tenir debout

les banlieues de l'islam ?

Le Maroc, qui est un producteur industriel de cannabis, - empoisonner le kouffar est dans les plans de conquête de l'Europe par l'islam- n'est jamais mis devant ses responsabilités criminelles.

Alors on va légaliser et avec la crapulerie la plus intense, on s'exastasia, en chœur, devant les "bénéfices" financiers obtenus par cet abandon.

On pourrait appliquer ces sublimes réflexions au viol, par exemple : ne poursuivons plus les viols, nous ferons des économies de policiers, de juges ...

Bref, Macron, Philippe et son Gouvernement sont de belles ordures : on le savait déjà.

Cela n'empêche pas, en particulier, les conservateurs de Droite de leur donner leur bulletin de vote : honte à eux !